

35 JOURS ENTRÉS DANS L'HISTOIRE

Jeudi 2 mai

— La commission de discipline de l'université de Paris appelle Daniel Cohn-Bendit, leader du « mouvement du 22 mars », à comparaître devant elle le 6 mai.

— A la faculté des lettres de Nanterre, les cours sont suspendus par le doyen Grappin après l'occupation des locaux par une trentaine d'étudiants.

Vendredi
3 mai

Dans la soirée, violentes manifestations d'étudiants au Quartier latin pour protester contre la fermeture de Nanterre et la comparution des six étudiants devant le conseil de discipline. La police, appelée par le recteur Roche, fait évacuer la Sorbonne. Durant six heures, des incidents opposent manifestants et forces de l'ordre. Il y a 600 interpellations. Le recteur décide de suspendre cours et travaux pratiques à la Sorbonne.

Samedi 4 et
dimanche
5 mai

La 10^e Chambre correctionnelle juge treize jeunes gens appréhendés : quatre condamnations à deux mois de prison pour violences à agents ; huit autres avec sursis.

Lundi 6 mai

Mouvement de grève lancé par le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur et par l'UNEF.

— Heurts violents au quartier Latin dans l'après-midi.
— L'agitation universitaire gagne la province. Heurts brefs mais violents à Grenoble. A Montpellier, débats et discussions dans les amphithéâtres.

Mardi 7 mai

De 18 h. 30 à minuit, une marche de 30 000 étudiants est organisée par l'UNEF. La CFDT exprime l'active solidarité des travailleurs avec les étudiants et leur organisation syndicale.

Mercredi
8 mai

Dans la soirée, 20 000 personnes défilent sans incidents au quartier Latin. Nombreux défilés en province. A Caen, les étudiants en sociologie occupent deux salles.

— Au cours d'une réunion à la Faculté de Droit, mille jeunes réclament la constitution de commissions professeurs-étudiants.

— A l'Assemblée nationale, débat sur les événements du Quartier latin.

Jeudi 9 mai

SNES et UNEF décident de poursuivre la grève. Meetings improvisés devant la Sorbonne pour réclamer la libération des étudiants arrêtés.

— A Dijon, défilé commun de l'UNEF et des syndicats. La Faculté des Sciences de Rennes est occupée.

Vendredi
10 mai

Les syndicats CFDT - CGT - FEN lancent un ordre de grève générale pour le 13 mai.

— Vers 19 h 30, défilé étudiant. Des consignes d'occupation du quartier Latin sont données. En quelques heures, une soixantaine de barricades (grilles, voitures, panneaux d'affichage) se dressent.

— A 2 heures du matin, les policiers chargent les barricades, lancent des grenades lacrymogènes et au chlore.

UN mécontentement profond contenu pendant très longtemps, la prise de conscience accrue d'une mise en condition permanente, l'incompréhension et le mépris d'une classe dirigeante, un régime politique autoritaire et technocratique, un patronat usant de la répression et de l'arbitraire, c'était plus que suffisant pour déchaîner la révolte des étudiants et des travailleurs.

Cela devait de toute façon arriver. Mais cela a été du côté du Pouvoir — hélas et toujours — le schéma classique : forces massives de police, blocage de quartiers, grenades et lances d'incendie. Comme si l'on pouvait ainsi régler les graves questions posées. L'investissement de la Sorbonne par la police, le bouclage du Quartier Latin ne pouvaient que provoquer des réactions brutales des étudiants.

Le Pouvoir oppose le rétablissement de l'ordre public à ce qu'il appelle l'anarchie, le désordre ou « la chienlit » : Mais qui a contribué à créer cette situation explosive, sinon un Pouvoir et un patronat incapables de comprendre les aspirations profondes d'un peuple épris de liberté ?

Mais où est donc la vraie violence ? Les bourgeois apeurés ne la voient que dans les manifestations de rues et les heurts avec la police.

N'est-elle pas plutôt dans le comportement d'un pouvoir autoritaire qui gouverne sans le peuple ?

N'est-elle pas celle d'un régime capitaliste qui — avide de profit — a considéré les travailleurs comme de simples éléments de production ?

Le patronat aurait-il la mémoire si courte, après avoir tenté de rétablir l'immense explosion populaire ?

De son côté où est donc la vraie violence ?

● Les mises à pied et les licenciements de délégués dans les entreprises, la chasse permanente aux militants, comment faut-il appeler cela ?

● Les brimades, les déclassements, les mutations pour action syndicale, qu'est-ce que c'est donc ?

● Les règlements intérieurs encadrant les travailleurs, les refus de discussion, les refus de reconnaître l'organisation syndicale dans l'entreprise, n'est-ce pas là non plus une violence permanente à la dignité des travailleurs ?

Oui, tout cela était profondément ressenti. C'est pour cela que par centaines de milliers, les étudiants ont relevé le défi. C'est pour cela que des millions de travailleurs ont occupé leurs lieux de travail.

Ils ont opposé à la déroute du Pouvoir la puissance de leur action et le sang-froid de leurs prises de position.

Plutôt que de violence, c'est bien de la condamnation d'une Société de domination qu'il faut parler, d'une Société Incapable de promouvoir l'épanouissement et la responsabilité de tous les travailleurs, étudiants, enseignants qui constituent des forces vives avec lesquelles il faudra désormais compter.

35 jours entrés dans l'histoire



Photo ADNP

Le 13 mai, étudiants et travailleurs au coude à coude : Geismar (SNESup), Sauvageot (UNEF), Cohn-Bendit, Séguy, Eugène Descamps...



L'Opéra livré au peuple.

ADNP

Piquet de grève en famille dans le Nord.



Photo Nord-Eclair

Samedi
11 mai

A Nantes, arrêt de travail d'une heure à Sud-Aviation. Grève perlée.

— Naissance d'une « université critique » au quartier Latin. Des débats s'instaurent à la Sorbonne envahie par les étudiants. Chacun peut venir y exposer le fruit de ses réflexions dans des amphithéâtres souvent comblés. Les murs se couvrent d'affiches : « l'imagination a pris le pouvoir »

— M. Pompidou annonce des mesures d'apaisement.

Lundi
13 mai

Défilés monstres à travers toute la France.

— A Nantes, satisfaction des revendications étudiantes après une manifestation violente devant la préfecture.

Mardi
14 mai

— A l'Assemblée nationale, M. Pompidou annonce le dépôt d'un projet de la loi d'amnistie et se prononce pour une association étroite des étudiants à l'organisation de l'Université.

— L'opposition dépose une motion de censure.

— L'usine Sud-Aviation de Nantes est occupée par les ouvriers après l'échec de nouvelles négociations.

Mercredi
15 mai

— Grève quasi totale dans toutes les Facultés de France.

— Un important mouvement revendicatif est déclenché à l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime). Le travail est arrêté.

— Dans la soirée, les 1 800 salariés de D.B.A. (Lockheed) à Beauvais se mettent en grève.

Jeudi
16 mai

— Dans la matinée, les 1 200 salariés de UNELEC-Orléans se mettent en grève.

— Le mouvement gagne l'usine Renault de Flins et d'autres entreprises. L'usine de Cléon est occupée.

— Dans l'après-midi, première grève S.N.C.F. à Baban (Rhône).

— Dans la soirée, M. Pompidou prononce une allocution télévisée. Il annonce que, face au désordre, le gouvernement fera son devoir.

Vendredi
17 mai

— Extension du mouvement : grèves spontanées avec occupation des lieux de travail : Sud-Aviation aux Mureaux, Rhodiacéta à Besançon.

— Arrêts dans les transports parisiens. Interruption quasi totale du trafic S.N.C.F.

— De très nombreuses organisations entreprennent de se réformer de l'intérieur. On assiste au début d'une sorte de « révolution culturelle ».

— Mouvement d'émancipation des journalistes de l'O.R.T.F.

Samedi
18 mai

— Le Conseil confédéral C.F.D.T. souhaite l'élargissement du mouvement de grève. E. Descamps se déclare prêt à dialoguer avec les étudiants. Le communiqué exige l'accroissement du pouvoir syndical dans les entreprises.

— Les transports parisiens sont complètement arrêtés en fin de journée.

— Nombreux débrayages et occupations d'usines en province. A Lyon, plus de 30 000 ouvriers sont déjà en grève.

— La grande salle du Festival de Cannes est envahie et occupée par plusieurs centaines de professionnels du cinéma. Le festival doit être interrompu.

— M. René Capitant (apparenté U.D. V^e République) annonce qu'il votera la censure.

Dimanche
19 mai

Le général de Gaulle déclare : « La réforme oui, la chienlit, non. »

— Fête populaire à Boulogne-Billancourt devant les usines Renault occupées.

Lundi
20 mai

Le pays est paralysé. Plusieurs millions de travailleurs sont en grève et occupent les usines.

— Les transports urbains s'arrêtent en province.

— En fin de matinée, début de la grève à l'O.R.T.F.

Lundi
20 mai

- Concours et examens sont remis en cause dans toute la France.
- Conférence de presse commune C.F.D.T.-U.N.E.F.
- L'opposition réclame le départ du gouvernement et des élections générales.
- J.-P. Sartre participe à un débat à la Sorbonne : « Ce qui est en train de se former, c'est une nouvelle conception d'une société basée sur la pleine démocratie, une liaison du socialisme et de la liberté. »

Mardi
21 mai

- L'activité de la nation est complètement arrêtée. Textile, grands magasins, banques suivent le mouvement.
- Les occupations d'usines se passent dans le calme, dans l'ordre. Dans de nombreuses entreprises on étudie des plans de réforme, voire d'autogestion.
- La plupart des syndicats de l'Éducation nationale lancent un ordre de grève à partir du 22 mai.
- Ouverture du débat sur la motion de censure.

Mercredi
22 mai

- A l'Assemblée nationale, réquisitoire de l'opposition contre le régime. La motion de censure ne recueille que 233 voix et est repoussée. Les députés adoptent la loi d'amnistie.
- La C.F.D.T. déclare : « Nous sommes prêts à négocier avec le C.N.P.F. et l'État. Mais nous ne sommes pas sûrs d'avoir en face de nous un interlocuteur valable. Seul, l'accroissement du pouvoir syndical peut garantir réellement les satisfactions obtenues sur les autres revendications. »
- Dans la soirée, manifestations après l'interdiction de séjour de D. Cohn-Bendit. Plusieurs milliers de personnes veulent marcher sur l'Assemblée nationale, mais sont contenues par les C.R.S.
- Incidents et affrontements violents au quartier Latin après 1 heure du matin.
- Des cadres occupent quelques heures les sièges du C.N.P.F. et de la C.G.C.

Jeudi
23 mai

Nuit de barricades et de combats au quartier Latin. 200 blessés.

Vendredi
24 mai

- Allocution radio-télévisée du général de Gaulle, qui demande un nouveau mandat pour procéder à une « rénovation ». Un référendum aura lieu en juin. Si le « non » l'emporte, le Général se démettra de ses fonctions.
- Graves bagarres place de la Bastille et au quartier Latin. Des manifestants mettent le feu à la Bourse. 648 interpellations ; 456 personnes soignées dans les hôpitaux et 178 hospitalisées. Un manifestant est soi-disant frappé d'un coup de couteau et meurt.
- Combats de rues à Nantes, Bordeaux, Strasbourg. A Lyon, un commissaire de police est tué.

Samedi
25 mai

- A 15 heures, ouverture des négociations syndicats-patronat-gouvernement. Discussions très serrées jusqu'à 3 h 45 du matin.
- M. Pompidou déclare que les rassemblements seront dispersés « avec la plus grande énergie ».
- Dans la soirée, violents accrochages entre manifestants et C.R.S. à Bordeaux.

Dimanche
26 mai

Poursuite des négociations sociales rue de Grenelle à partir de 17 heures.

Lundi
27 mai

- A 7 h 30, fin de ces négociations.
- Dans la journée, le constat des discussions est repoussé dans de nombreuses entreprises. La grève continue et se durcit.
- La C.F.D.T. porte un jugement défavorable sur le résultat des négociations.
- Dans l'après-midi, meeting au stade Charléty, à l'appel de l'U.N.E.F. avec la participation de la C.F.D.T.
- Rassemblements dans toute la France.
- La C.G.T. organise douze meetings à Paris, sans grand succès.

Mardi
28 mai

- Le Bureau confédéral de la C.F.D.T. insiste sur la satisfaction des objectifs généraux et fondamentaux qui n'ont pas été atteints au cours des négociations : loi garantissant le pouvoir syndical, les droits des travailleurs dans l'entreprise, l'abrogation des ordonnances antisociales, la réduction de la durée du travail. Pour la C.F.D.T., l'action se poursuit avant tout par la grève et l'occupation des lieux de travail.
- Les négociations ont débuté dans les secteurs



Photo Hubert

Daniel Cohn-Bendit, leader des « enragés » : un interdit de séjour qui se porte bien !



Photo Hubert

Partout, les discussions vont bon train.

On s'installe...



35 jours entrés dans l'histoire



Mardi
28 mai

public et nationalisé. Des bases d'accord ne peuvent être trouvées que pour les Charbonnages.
— Dans la soirée, D. Cohn-Bendit fait sa réapparition à la Sorbonne.

Mercredi
29 mai

— Echecs des négociations paritaires dans de nombreux secteurs.
— A l'appel de la C.G.T., défilé de la Bastille à Saint-Lazare dans l'après-midi.
— Conférence de presse de la C.F.D.T. E. Des-camps : « Nous pensons que la crise politique ne peut trouver sa solution dans les formes parlementaires traditionnelles. »
— Le Conseil des ministres est reporté. Le général de Gaulle se retire à Colombey après un voyage qui demeure assez mystérieux. Parti à 11 h 30 en hélicoptère, il n'y arrivera qu'à 18 h 15. On pense qu'il a consulté les chefs militaires pour s'assurer du soutien de l'armée.
— Peu après 21 heures, M. Mendès France prononce une conférence de presse : « Je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par l'ensemble de la gauche. »

Jeudi
30 mai

— Le général de Gaulle prononce une allocution radio-diffusée : « Je ne me retirerai pas. » Il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et l'ajournement du référendum. Il menace en termes voilés de recourir à l'état d'urgence ou à l'état de siège. Il fait appel à « l'action civique » contre « une entreprise totalitaire ».
— En début de soirée, manifestation gaulliste sur les Champs-Élysées. Elle rassemble divers milieux de droite ou d'extrême droite. Les participants s'en prennent à un drapeau rouge qui flottait sur une grue, place de l'Etoile.
— Incidents en province. A La Rochelle, un piquet de grève est attaqué par un commando gaulliste. A Besançon, un jeune ouvrier de Rhodiacéta, militant C.F.D.T., est blessé au bras par une décharge de fusil de chasse tirée par un inconnu.

Vendredi
31 mai

— Conférence de presse de la C.G.T. M. Ségué déclare que son organisation est prête à poursuivre la négociation à tous les niveaux.
— Les négociations sociales progressent dans plusieurs secteurs.

Samedi
1^{er} juin

— Conférence de presse de la C.F.D.T. après le Conseil confédéral : « Il appartiendra aux travailleurs de décider de la suite du conflit. La reprise du travail ne peut se faire par la force. »
— Défilé organisé par l'U.N.E.F. entre la gare Montparnasse et la gare d'Austerlitz.
— Nombreux incidents en province. Echauffourées entre étudiants et service d'ordre à Clermont-Ferrand. Bagarres devant l'Université de Strasbourg. Le siège de la C.F.D.T. du Puy est attaqué par des inconnus. Une vitrine est brisée et les locaux saccagés.
— A Lyon, le fils du directeur des Etablissements Occulta blesse grièvement une jeune fille en fonçant en voiture dans un piquet de grève.

Dimanche
2 juin

Au cours de la nuit, un piquet de grève de la S.N.C.F. est attaqué par des inconnus à Saint-Denis.

Lundi
3 juin

Les signes avant-coureur d'une reprise ne sont pas confirmés : durcissement à la S.N.C.F., conflit entre les personnels de l'O.R.T.F. et le nouveau ministre de l'Information, M. Guéna.

Mardi
4 juin

Le travail reprend dans les arsenaux, reprise partielle à la Sécurité sociale et dans les charbonnages. Début des négociations à l'Education nationale. Incidents aux Galeries Lafayette à Paris.

Mercredi
5 juin

Une reprise échelonnée est en vue à la S.N.C.F., à la R.A.T.P., aux P.T.T. Fin de la restriction des tabacs. Attentat contre Robert Kennedy.

Chez Renault, la calme puissance des travailleurs.

Photo Hubert



Photo E. Kagan

LA SOCIÉTÉ EN QUESTION

VARSOVIE. Berlin. Prague. Rome. Tokyo. Madrid. New-York et puis Paris. Enfin, Paris ! Chercher une internationale révolutionnaire étudiante derrière le mouvement de contestation parti des universités, c'est essayer de trouver à bon compte une explication simpliste.

Il faut aller plus au fond des choses et découvrir :

— une jeunesse étudiante au nombre toujours plus important (5.000 étudiants en France en 1900, près de 600.000 aujourd'hui), donc une force ;

— une société de consommation qui a érigé en divinité socialiste ou capitaliste une nouvelle sainte trinité (télé. frigo, bagnole) qui ne peut être un idéal quand on a vingt ans ;

— une jeunesse que l'on a trop vite considéré comme dépolitisée, parce qu'elle ne s'intéressait pas à notre politique, alors qu'au contraire elle est très politisée, au

meilleur sens du terme, puisqu'elle revendique pour elle là où elle est (dans l'Université) et pour les travailleurs là où ils sont (dans l'entreprise), le pouvoir ;

— une jeunesse qui par là-même refuse par le biais des études et des examens qu'on veut lui faire faire de devenir l'élite et l'encadrement d'une société capitaliste qu'elle condamne.

Il était fatal que de telles tensions, que de telles contradictions éclatent un jour. Et violemment. Moins dans le cadre d'une lutte de classe, que dans une lutte de génération (beaucoup de jeunes travailleurs spontanément sont venus rejoindre les étudiants sur les barricades).

Moins pour prendre le pouvoir dans le cadre de structures politiques et économiques dépassées, que pour établir un type nouveau de civilisation ; c'est-à-dire un nouveau mode de vie, c'est-à-dire une nouvelle organisation de la

société, c'est-à-dire un nouveau type de rapports entre les hommes.

Il était fatal aussi que le mouvement démarre là où les tensions étaient rendues plus fortes par un environnement politique, lui-même chargé de dynamite. Dans Berlin déchirée en deux par la cupidité des grandes puissances. A Tokyo colonisée par les Américains. A Prague, où les chaînes lourdes et épaisses du stalinisme ont été brisées. A Madrid où les prisons ne désemplissent pas de condamnés politiques. A New York où le crime de la guerre du Vietnam a fait les étudiants se mettre au ban de « la grande société ».

L'étincelle de Nanterre

Paris enfin, par l'étincelle venue de Nanterre, faculté des lettres plantée en plein bidonville, bouillon de culture de tout ce qu'une jeunesse — dans des disciplines comme la philosophie, la sociologie ou l'histoire — peut avoir d'exigences, mais aussi de craintes devant un avenir bouché. Nanterre d'où émergeait des « groupuscules », la forte personnalité de Daniel Cohn-Bendit.

Même tout neuf, pareil mouvement et on l'a bien vu a besoin de planter ses racines aussi dans le passé. « L'internationale » a retrouvé une vogue que certains de ses couplets avaient empêché jusqu'ici. Le drapeau rouge — rouge nu — flanqué parfois d'un drapeau noir, a retrouvé sa signification du siècle dernier. Les bons vieux auteurs — dont Marx — ont été lus et relus... et peut-être enfin compris.

Le 2 mai, l'organisation d'une journée anti-impérialiste à la faculté de Nanterre sera le prétexte de la fermeture de cette faculté.

Le 3 mai, dans la cour de la Sorbonne, un meeting proteste contre cette fermeture. Le recteur Roche appelle la police. Le processus est engagé. Des pavés volent. Des barricades sont dressées.

Ce n'est que l'amorce de ce que le quartier latin vivra toute la semaine suivante jusqu'aux affrontements les plus violents de la nuit du 10 au 11 mai marqués par le carnage de la rue Gay-Lussac.

De maladresses en erreurs, d'erreurs en fautes, les autorités universitaires et politiques ont donné au mouvement une ampleur qu'il n'aurait peut-être pas sans elles. Les « largesses » tardives et intéressées de M. Pompidou n'auront rien changé. La répression policière était passée par là.

L'opinion publique demandait des comptes. Unies les organisations syndicales ouvrières d'enseignants et d'étudiants préparaient le 13 mai.

LE 13 MAI :

UN VOTE FRANC ET MASSIF

NOUS étions des centaines de milliers à Paris. Vous étiez des centaines de milliers tout au travers des villes de province. Des centaines de milliers à manifester ce 13 mai 1968 pour condamner la répression policière dont les étudiants avaient été victimes la semaine précédente.

Déjà à ce moment, tout un chacun sentait bien que notre solidarité allait bien plus profond, bien au-delà du « C.R.S. = S.S. » que nous clamions en chœur. Et chacun devinait bien que les « bon anniversaire, mon général », les « Dix ans, ça suffit » étaient beaucoup plus qu'une marque gouailleuse d'irrespect constitutionnel.

Et quand nous avons découvert la taille infinie de notre nombre, on ne pouvait pas

ne pas penser que pareils défilés tout au travers du pays seraient sans lendemain. Des Allemands de l'Est qui se réfugiaient à l'Ouest, on a dit qu'ils « votaient avec leurs pieds ». Eh bien, nous aussi, ce jour-là, nous avons voté avec nos pieds. Tout un chacun le reconnut : le vote fut franc et massif.

Mais comme chaque fois que le peuple se retrouve aussi unanime, la verve populaire donne son plein. 13 mai 1958-13 mai 1968, l'occasion était trop belle pour la manquer. Aux vœux « cordiaux » de bon anniversaire à notre général-président, certains ne manquèrent pas d'ajouter les soucis qu'ils avaient de son grand âge, ou de sa santé.

Un étudiant hurle : « Les C.R.S. à l'usine ! » Cela paraît d'une bonne intention...



photo Gamma

« Pitié pour nous ! » lui réplique un ouvrier.

Ils étaient 800.000 à Paris, 50.000 à Toulouse, 60.000 à Marseille, 40.000 à Nantes, 50.000 à Lyon, 30.000 à Saint-Etienne de même qu'au Mans.

Toutes les villes de France, sans exception, jusqu'aux plus petites, rassemblent des dizaines et des dizaines de milliers de personnes qui sentent bien la similitude profonde entre la revendication de la responsabilité sur le contenu et les méthodes d'enseignement exprimées par les étudiants et la revendication des travailleurs sur le droit syndical et leurs responsabilités dans l'entreprise et la société.

Répétés

et martelés

Outre l'importance de ces manifestations du 13 mai organisées par la C.F.D.T., la C.G.T., la F.E.N., l'U.N.E.F. et parfois Force-Ouvrière, il faut souligner tout particulièrement le très grand nombre de jeunes qui y ont participé (sans compter les étudiants). Ces jeunes étaient très certainement en culottes courtes et en jupettes le 13 mai 1958. Il ne peut donc pas s'agir dans leur cas de « nostalgie », mais de prise de conscience.

Il faut enfin souligner la dureté des slogans qui ont été — tout au long des défilés — répétés et martelés. Cette fois, plus de revendications, disons « abstraites » mais des noms : « De Gaulle, responsable », « Fouchet, démission », « Peyrefitte, démission ». M. Pompidou, par la suite, devra bien céder et congédier « ces beaux messieurs » !

Ici, aussi, se manifestait une prise de conscience plus large et plus aiguë de la situation qui est la nôtre, et de ceux qui en portent la responsabilité, même « suprême ».

Le 13 mai 1968 ne pouvait pas être sans lendemain, et on le sut bientôt.

Les dossiers en suspens

Avant que le détonateur étudiant ne mette en branle un mouvement comme l'histoire de France en a peu retenu, le monde du travail gardait, comme braisé sous la cendre, des revendications pour lui essentielles et toujours insatisfaites. On ne négociait pas et quand les portes du patronat ou du gouvernement s'ouvraient devant les délégués syndicaux des travailleurs, c'était alors pour discuter « queues de cerises ». Le mouvement une fois lancé, ces revendications essentielles on retrouvé toute la vigueur de ceux qui par millions les portaient. On peut en dégager cinq qui étaient majeures.

ABROGATION DES ORDONNANCES. Depuis le 17 mai 1967, journée de grève générale contre les pouvoirs spéciaux, l'action syndicale contre les ordonnances — en particulier celles concernant la Sécurité sociale — est restée vive. L'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale, par le moyen d'un débat parlementaire suivi d'un vote avait toujours été refusé par le gouvernement. Les organisations syndicales ne pouvaient sur ce point être intransigeantes. La Sécurité sociale était une conquête ouvrière, gérant les fonds fruits du travail ouvrier. Elle est, entre les mains des salariés, une condition de tout progrès social.

DROIT SYNDICAL. Le droit syndical, c'est le droit des travailleurs dans leur entreprise. On sait qu'il avoisine le point zéro dans beaucoup d'entreprises du fait de l'arbitraire patronal. Le droit syndical est une question majeure toujours repoussée par un patronat qui ne veut rien lâcher de son pouvoir. Il est une affaire vitale pour les travailleurs qui, par le canal de leurs organisations syndicales, veulent avoir dans l'entreprise toute leur place et toute leur liberté.

DUREE DU TRAVAIL. De tous les pays européens, la France a le triste privilège d'avoir la durée moyenne hebdomadaire de travail la plus longue. De longue date les organisations syndicales en ont demandé la réduction à un patronat qui fait la sourde oreille. Le V^e Plan de son côté n'avait retenu pour la période 1965-1970 qu'une réduction moyenne de 1 h 30. L'accord signé dans la sidérurgie le 30 avril dernier prouvait qu'on pouvait aller bien au-delà (25.000 travailleurs, d'ici à la fin 1969, vont bénéficier de 39 jours de repos supplémentaires par la réduction de 48 à 42 heures de leur durée hebdomadaire de travail).

EMPLOI. Depuis des années déjà, mais aussi depuis que le V^e Plan se l'est fixé comme objectif, le nombre de chômeurs se fait croissant. Aujourd'hui il n'est plus de région, il n'est plus de profession qui n'ait son cortège de sans-emplois. On parle aujourd'hui de près de 500.000 chômeurs dont le quart sont des jeunes qui la plupart n'ont pas encore travaillé. Début mai, des manifestations importantes en Bretagne, dans les pays de Loire, dans le Nord, dans la Loire, en Lorraine ont eu lieu qui toutes mettaient en avant l'emploi comme revendication majeure.

SALAIRES. Premiers artisans de l'expansion économique, les travailleurs ne doivent pas être les derniers à en profiter. Les revendications sur les salaires sont donc des plus légitimes. Dans un souci de justice, elles doivent s'accompagner, comme n'a cessé de le réclamer la C.F.D.T., de mesures particulières pour les salaires les plus bas (près de trois millions de salariés gagnent moins de 600 francs par mois, et ce serait manquer de responsabilité syndicale que d'accepter une augmentation hiérarchique des salaires), comme pour les régions dont les différences de salaires pour travail et poste égal allaient jusqu'à 40 % comparés à ceux de la région parisienne.

LES TRAVAILLEURS ONT DÉCOUVERT LE SENS D'UNE NOUVELLE VIE



par **Albert DETRAZ**, Membre
du Bureau Confédéral de la **C.F.D.T.**

LA révolution de mai a éclaté comme un coup de tonnerre dans un pays que l'on disait endormi dans le confort d'une société de consommation; si les causes sont probablement nombreuses et diverses, une impulsion sortie des profondeurs a dominé cette formidable explosion populaire: la contestation des structures autoritaires de la société actuelle.

En se dressant contre l'autoritarisme de l'Etat, la monarchie patronale, le formalisme bureaucratique et l'arbitraire administratif, l'élan révolutionnaire a voulu faire passer un peu de chaleur humaine à travers des structures dépersonnalisantes et contraignantes.

L'union de la classe ouvrière et des étudiants s'est réalisée spontanément autour d'un esprit de changement qui accélère des mutations inévitables, des transformations fondamentales, lesquelles se heurtent au conformisme social, au conservatisme du pouvoir et à l'égoïsme de la classe dominante.

L'aspiration des étudiants à être considérés comme des hommes, à pouvoir intervenir sur le choix de leur avenir, à comprendre le sens de l'activité à laquelle ils se destinent a été ressentie pareillement par les travailleurs. Au désordre organisé, appelé ordre, d'une société qui engendre chômage, pauvreté dans l'abondance, sous-instruction, gabegie, dénaturation des excédents alimentaires quand tant d'hommes meurent de faim, pour ne citer que les aberrations les plus connues, étudiants et travailleurs se sont trouvés solidaires pour tenter de rétablir un ordre plus naturel.

A travers les journées de mai s'est dégagée une volonté commune de refus, c'est à la fois le refus de l'école-caserne, de l'université féodale, de l'entreprise pénitentiaire, d'une administration sclérosée dans un formalisme inhumain, c'est en cela que l'élan révolutionnaire de ces événements peut être qualifié de libertaire.

Les travailleurs, en brisant pendant plusieurs semaines leur aliénation ont découvert dans une action solidaire et fraternelle, le sens d'une nouvelle vie. En occupant les lieux de travail, ils ont signifié qu'en plus de leurs conditions de vie, il y avait autre chose: la qualité de la vie des hommes.

Autre constatation: ce n'est pas par hasard ou par désir de répondre à une tradition folklorique si des taches noires sont venues détruire l'uniformité traditionnelle du rouge des défilés populaires, il faut y voir la résurgence d'un idéal de liberté qui vient opportunément rappeler à certains dirigeants syndicaux et politiques qu'une société sans démocratie réelle ressemble à une caserne, que le socialisme sans liberté est le frère jumeau du fascisme et qu'un Etat qui se qualifie de populaire mais enrégimente le peuple n'est qu'un Etat concentrationnaire.

Enfin, les événements de mai 1968, c'est aussi et surtout, l'arrivée d'une nouvelle génération dans la vie sociale. Les moins de trente ans ont tenu la rue et ils ne sont pas prêts à y renoncer si rien d'important ne se produit dans ce pays.

Entre la vieille société en désorganisation et la société nouvelle à organiser, la jeunesse porte le fer d'une action révolutionnaire pour accélérer le mouvement de transformation. Que ceux qui n'ont pas encore compris ce que contient en puissance le grand souffle de mai méditent ces paroles d'un révolutionnaire d'octobre 1917: « Nous briserons toutes les porcelaines du monde pour transformer la vie. Vous aimez trop les choses et pas assez les hommes... Vous aimez trop les hommes comme les choses, et pas assez l'homme. »

Cinquante ans après, partout, toujours et en tout lieu, c'est la même aspiration qui anime ceux qui n'ont pas renoncé à être pleinement des hommes.

A. D.

La France occupée. ...par des Français

« Comme en 36 ! » disaient les anciens. Les jeunes ne contredisaient pas : ils n'avaient pas connu. En fait, c'était différent. Plus grave, peut-être.

Moins de kermesses, moins de bals, de divertissements. Plus de discussions, de réunions, de causeries. On voulait comprendre le pourquoi de cette explosion, donner un sens à ses propres réflexes...



Libres



Ils le savaient tous qu'il ne s'agissait pas seulement d'une question de bifteck. Et ils le proclamaient sur les grilles, les façades, et les murs des usines...

Des patrons têtus ou inconscients se présentèrent aux piquets de grève. Ils furent renvoyés poliment par ceux-là mêmes qu'ils avaient si souvent congédiés avec parfois moins de ménagement. Généralement, compte tenu des roulements, un dixième du personnel participa à la surveillance des entrées, au maintien de la sécurité, à certains entretiens de base. Le tout avec discipline et bonne humeur...

Les soirées de grève furent aussi l'occasion de spectacles culturels. La F.L.E.C.C. organisa de très nombreuses soirées-débat avec le célèbre film « Le sel de la terre ». La Fédération des Ciné-Clubs prêta gratuitement près de cent films à des comités de grève. Les acteurs

Derrière les grilles...

● Chez Citroën, quai de Javel à Paris, la direction conservait un fief à l'intérieur de l'usine où elle s'était réfugiée avec les quelque 500 mensuels « fidèles ».

Ceux-ci avaient d'ailleurs envoyé « spontanément » une lettre au ministère de l'Intérieur, signée de tous sans exception, protestant

contre l'occupation de l'usine par des éléments étrangers à l'entreprise.

Fouchet, à l'époque, y a sans doute cru.

Dame, l'unanimité...

● Dans de nombreux établissements scolaires, les grilles se sont refermées sur un comité de grève studieux.

La aussi on prépara activement la réforme au niveau local sans oublier d'y associer les parents dans la foule du dialogue national ouvert par tous.

D'ailleurs ceux-ci répondirent nombreux aux appels des enseignants et s'ils ne furent pas toujours tendres pour les professeurs, ils s'efforcèrent le plus sou-

vent d'être positifs.

Là encore, il s'agira d prolonger la collaboration au-delà des événements.

● A la Banque c France, à Paris, l'occupation avait trois visages : une partie des locaux était occupée par le gouvernement, l'autre par les grévistes, le tout sous la sur-



L'occupation des usines décidée, encore fallait-il résoudre les problèmes d'intendance. Ce fut facile pour les uns (ci-contre les gars de la Samaritaine à Paris, particulièrement gâtés), plus laborieux pour les autres.

veillance de la police, mais elle, à l'extérieur.

Il semble que la coexistence ait été pacifique de part et d'autre.

On se parlait à travers les grilles.

Ce n'est pas ce qui manque dans ce genre d'établissement...

● A Fives-Lille, les ou-

vriers ont demandé à participer aux piquets de grève au même titre que les hommes.

La question a été posée à l'assemblée générale.

Les hommes ont voté pour.

Les femmes aussi.

On a donc (parfois) conjugué les piquets de grève au féminin.

Ils étaient chez eux tranquilles. Assurés. Conscients de leurs responsabilités. Forts de leurs droits comme de leurs devoirs. Ils occupaient l'usine, l'atelier, le bureau, dans l'exaltation tranquille que donne l'assurance d'avoir raison. Et « Syndicalisme » était avec eux...



grévistes du théâtre Gérard-Philippe, de Saint-Denis, proposèrent des spectacles de mime aux ouvriers de chez Citroën, et ils ne furent pas les seuls à prêter ainsi leur concours (Ci-contre, Molière joué par la compagnie Jacques Guimet devant des slogans...)